Budget 2026 :

l’Allemagne prévoit des investissements records

26.09.2025

Éducation, infrastructures de transports, numérisation, logement, sécurité : le projet de loi de finances du gouvernement allemand pour 2026 prévoit des investissements records pour relancer la croissance. Il était examiné cette semaine au Bundestag.

Le gouvernement allemand investit massivement pour relancer la croissance, renforcer la compétitivité de l’économie et sécuriser les emplois. Le ministre des Finances, Lars Klingbeil, a présenté cette semaine au Bundestag un projet de loi de finances qui prévoit 126,7 milliards d’euros d’investissements publics en 2026. Ces sommes records serviront notamment à rénover des infrastructures « qui ont été négligées pendant des années », a-t-il souligné.

Le projet de loi de finances pour 2026 prévoit 520,5 milliards d’euros de dépenses dans le budget principal, avec un recours à l’endettement à hauteur de 174,3 milliards d’euros. À cela s’ajoutent les dépenses du fonds spécial pour les infrastructures et la protection du climat, ainsi que le fonds spécial pour la Bundeswehr et le fonds pour le climat et la transformation – qui portent le montant des dépenses à près de 630 milliards d’euros. M. Klingbeil a évoqué le « changement de paradigme budgétaire » que constitue ce recours accru à l’endettement.

Cette offensive pour l’investissement doit financer une vaste modernisation du pays : voies ferrées, ponts, routes, écoles, crèches, construction de logements, numérisation, infrastructures hospitalières, protection du climat, sécurité intérieure et extérieure.

Appel à des réformes structurelles

Le gouvernement de Friedrich Merz s’est fixé trois grandes priorités pour relancer la croissance : investir, mener des réformes structurelles et consolider le budget.

Devant les députés, M. Klingbeil a mis en avant la nécessité de réformes pour réduire l’excès de bureaucratie, soutenir l’économie et préserver les missions de l’État social. Il convient, a-t-il exposé, de mettre l’emploi au centre pour créer de la croissance, réduire les dépenses sociales et accroître les recettes publiques. Le gouvernement entend réformer l’État social pour lui permettre de continuer à remplir sa mission d’aider ceux qui en ont besoin.

« Pour que notre économie soit à nouveau florissante, nous avons un certain nombre de choses à faire », a également affirmé Friedrich Merz. Selon le chancelier, l’Allemagne, et toute la communauté de valeurs occidentales, se trouvent devant les défis les plus exigeants de l’histoire contemporaine. Cela a des conséquences sur l’économie. « Nous devons agir », a-t-il affirmé.